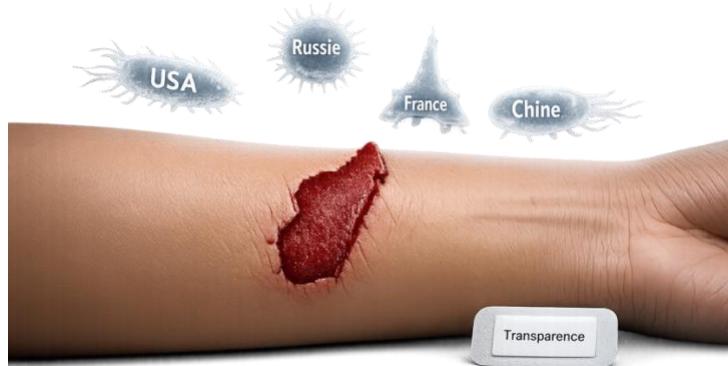


Madagascar est-il en train de devenir l’Ukraine de l’Afrique



Il y a une question qui commence à circuler, souvent à voix basse, mais parfois aussi avec excès : Madagascar est-il en train de devenir l’Ukraine de l’Afrique ?

La formule choque, parce qu’elle évoque la guerre, l’occupation, la partition. Mais elle dit quelque chose de plus simple, de plus inquiétant. Le risque qu’un pays en crise intérieure devienne un terrain de compétition entre puissances, avec des récits importés, des appuis extérieurs, des conditionnalités, et au bout du compte une souveraineté réduite.

Pour répondre à cette question, il faut ralentir. Sortir du réflexe militant. Revenir aux faits, aux intérêts, aux mécanismes. Et regarder comment une crise de gouvernance et de survie quotidienne peut conduire à une guerre des blocs.

Le contexte immédiat : un changement de régime sous pression régionale et internationale

Le basculement politique récent a placé Madagascar sous le regard direct des organisations régionales et du système onusien. L’Union africaine a acté une suspension après la prise de pouvoir militaire, en appelant à un retour à l’ordre constitutionnel¹. Le Secrétaire général des Nations unies a condamné le changement anticonstitutionnel de gouvernement et demandé un retour à l’ordre constitutionnel².

La SADC a, de son côté, appelé à la retenue, au dialogue et à des solutions inclusives³. La France, pour sa part, a publié un communiqué appelant à la responsabilité, au dialogue, et à

¹ <https://www.reuters.com/world/africa/madagascar-army-colonel-randrianirina-be-sworn-president-sources-2025-10-15/>

² <https://press.un.org/en/2025/sgsm22866.doc.htm>

³ <https://www.sadc.int/latest-news/statement-he-professor-arthur-peter-mutharika-president-republic-malawi-and-0>

l'absence de pression ou d'ingérence étrangère⁴. Ces éléments ne disent pas qui a raison ou qui a tort. Ils affirment que la crise est devenue une question de légitimité internationale. Madagascar est devenue ainsi une zone où les puissances peuvent s'affronter, ou à tout le moins être sollicitées.

La situation mondiale, une guerre de blocs qui ne se limite pas à l'Europe

La guerre en Ukraine a durci l'architecture géopolitique globale. Côté européen, l'Union prolonge et renforce les sanctions économiques contre la Russie, prolongées jusqu'au 31 juillet 2026, et multiplie les paquets visant finance, énergie, transport, technologie et défense⁵. Dans le même temps, des États membres poussent à frapper des nœuds logistiques, comme les services et soutiens aux flottes qui transportent pétrole, gaz et charbon russes. Côté américain, l'assistance à l'Ukraine s'est structurée dans la durée autour de programmes de formation, d'équipement, de financement et de reconstitution de stocks⁶.

Ce cadrage est essentiel. Quand l'Europe cherche à réduire les revenus russes et que Washington organise l'endurance ukrainienne, Moscou cherche des marges. Diplomatiques, économiques, logistiques, informationnelles. L'Afrique devient un espace de respiration, et parfois un espace de démonstration.

Ce que montrent les faits à Madagascar, au-delà des impressions

Un point a basculé du registre du soupçon vers le registre du document. Le 14 janvier 2026, un communiqué attribué à la Présidence de la Refondation annonce que Madagascar a reçu des équipements militaires fournis par la Russie, et qu'une délégation russe assure une formation à destination de militaires malgaches⁷.



⁴ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/madagascar/evenements/article/situation-a-madagascar-15-10-25>

⁵ <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/12/22/russia-s-war-of-aggression-against-ukraine-council-extends-economic-sanctions-for-a-further-6-months/>

⁶ <https://www.state.gov/bureau-of-political-military-affairs/releases/2025/01/u-s-security-cooperation-with-ukraine>

⁷ <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1289541079879372&set=a.599981602168660&type=3>

Ce fait ne suffit pas à conclure à un alignement stratégique. Il établit trois réalités :

- Première réalité, une coopération sécuritaire est revendiquée officiellement⁸.
- Deuxième réalité, la séquence est médiatisée, donc pensée comme un message, à l'intérieur et à l'extérieur⁹.
- Troisième réalité, la crise intérieure se déroule déjà sous surveillance régionale, et ce type de coopération devient immédiatement un objet de lecture géopolitique¹⁰.

Les forces en jeu, pays, intérêts, leviers

Russie, sécuritaire, visibilité, points d'ancrage

L'intérêt russe, dans de nombreux pays africains, se construit sur un échange simple. Offre de sécurité, de formation, parfois d'équipement, contre espace diplomatique, accès, contrats, et légitimité. La guerre en Ukraine rend chaque appui plus précieux, y compris symbolique. Dans le dossier malgache, le communiqué du 14 janvier matérialise ce registre¹¹.

Europe et États Unis, légitimité, normes, contre influence

Le réflexe occidental, dans ce type de bascule, tient en trois axes. Rétablir une trajectoire constitutionnelle, limiter les partenariats sécuritaires opaques, et contenir les dispositifs d'influence hostile. Sur ce dernier point, plusieurs travaux décrivent l'intensification des opérations informationnelles russes en Afrique et les mécanismes de désinformation, y compris via des plateformes ou réseaux identifiés¹².

Organisations régionales, la bataille de la reconnaissance

SADC et Union africaine pèsent sur la reconnaissance, le calendrier, les conditions d'une transition, donc sur la marge de manœuvre du pouvoir¹³.

Les actifs qui attirent la compétition : ports, minerais, couloir maritime

Dans une guerre de blocs, un pays n'est pas seulement un territoire. C'est un faisceau d'actifs.

Le port de Toamasina concentre l'essentiel du commerce maritime du pays, avec une part dominante du trafic de conteneurs et du trafic global, selon des documents de la Banque

⁸ <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1289541079879372&set=a.599981602168660&type=3>

⁹ <https://www.facebook.com/orangeactu/posts/dans-le-cadre-dune-coop%C3%A9ration-de-longue-date-entre-la-russie-et-madagascar-de-n/895510382820698/>

¹⁰ <https://www.peaceau.org/en/article/communiqué-of-the-1305th-meeting-of-the-psc-emergency-session-held-on-13-october-2025-on-the-situation-in-the-republic-of-madagascar>

¹¹ <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1289541079879372&set=a.599981602168660&type=3>

¹² <https://ecfr.eu/publication/the-bear-and-the-bot-farm-countering-russian-hybrid-warfare-in-africa/>

¹³ <https://www.sadc.int/latest-news/communiqué-extraordinary-summit-southern-african-development-community-sadc-organ>

mondiale¹⁴.

Le canal du Mozambique, voisin immédiat, figure dans des analyses sur l'ordre maritime de l'océan Indien, avec des enjeux de sécurité, d'énergie, de pêche et d'infrastructures sous-marines¹⁵.

Sur les minerais, Madagascar apparaît comme un producteur majeur de graphite, matière première critique pour des chaînes industrielles stratégiques, et susceptible de devenir un fournisseur clé, selon une note publique du Trésor français¹⁶.

Ports, minerais, couloir maritime. Voilà le triptyque qui transforme une crise interne en dossier géostratégique.

Alors, « ukrainisation », que veut dire ce mot ici

Dans cet article, le terme ne doit pas être une provocation. Il doit être une grille.

On peut parler de risque d'ukrainisation quand trois symptômes apparaissent en même temps.

- Symptôme 1, la sécurité devient le langage central de l'État, au cœur d'une crise sociale¹⁷.
- Symptôme 2, la légitimité du pouvoir se joue aussi à l'extérieur, sous pression de suspensions, condamnations, médiations¹⁸.
- Symptôme 3, la bataille des récits s'intensifie, avec des narratifs prêts à l'emploi et des opérations d'influence¹⁹.

Madagascar coche déjà plusieurs cases. Pas au stade de la guerre, mais à celui du basculement possible.

Quatre scénarios, et ce qu'ils impliquent vraiment

Scénario 1, l'alignement sécuritaire assumé avec la Russie

Déclencheur plausible, besoin rapide d'outils de maintien de l'ordre, de formation, de contrôle territorial, de capacité anti-crise.

¹⁴ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/727181468001778040/pdf/96914-BRI-PUBLIC-PPPStories-Madagascar-PortofToamasina.pdf>

¹⁵ <https://www.iss.europa.eu/publications/briefs/ocean-stakes-western-indian-oceans-complex-maritime-order>

¹⁶ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/7309e25d-5a15-4300-88bd-f5ff4a4a5b1f/files/206e051ab26a-42d1-bff7-91ec8832f005>

¹⁷ <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1289541079879372&set=a.599981602168660&type=3>

¹⁸ <https://press.un.org/en/2025/sgsm22866.doc.htm>

¹⁹ https://www.sgsdn.gouv.fr/files/files/Publications/20250612_TLP-CLEAR_VIGINUM_FCDO_EEAS_Technical_Report_African_Initiative_EN.pdf

Gain court terme, une réponse visible.

Coût long terme, isolement régional, durcissement des positions des partenaires occidentaux, risque de sanctions ciblées, polarisation interne par le récit pro ou anti. Indice à surveiller, extension de la coopération au-delà de la formation, présence durable, accords non publiés.

Scénario 2, bascule inverse, reprise en main occidentale par conditionnalités

Déclencheur plausible, recherche de reconnaissance internationale et de financement, pression AU²⁰/ONU, nécessité de réouverture des canaux.

Gain, respiration budgétaire, appui technique, sortie partielle de l'isolement.

Coût, perception de tutelle, obligation d'alignement diplomatique, réactions russes informationnelles, montée d'un discours anti occidental.

Scénario 3, non alignement actif, transparence stratégique

Déclencheur, volonté politique de reprendre le contrôle du jeu. Principe, parler à tous, mais publier tout ce qui engage les actifs vitaux.

Gains, réduction du chantage, baisse du soupçon, restauration d'une souveraineté crédible. Condition, un appareil d'État capable de transparence et un contrôle citoyen organisé.

Scénario 4, fragmentation opaque, tous les deals, aucune boussole

Déclencheur, urgence permanente et arbitrages au jour le jour. Conséquence, multiplication des accords sans cohérence, capture progressive des ports, de l'énergie, des télécoms, perte de capacité de négociation. C'est le scénario silencieux, celui qui ne fait pas la une, mais qui abîme durablement.

Comment sortir du piège, options concrètes et testables

- Option 1, neutralité sous preuves :
Publier un registre des accords de coopération sécuritaire. Durée, périmètre, statut des personnels, clauses de sortie. Ce n'est pas une posture morale. C'est un outil de souveraineté.
- Option 2, sanctuariser les actifs stratégiques :
Ports, énergie, télécoms, minerais. Appels d'offres, audits, publication des conventions. Quand Toamasina concentre l'essentiel du trafic, l'opacité devient une vulnérabilité nationale²¹.
- Option 3, ancrage régional et calendrier lisible :
SADC et Union africaine réclament dialogue, retenue, retour à l'ordre constitutionnel.

²⁰ Union africaine

²¹ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/727181468001778040/pdf/96914-BRI-PUBLIC-PPPStories-Madagascar-PortofToamasina.pdf>

S'en servir comme cadre, pas comme contrainte, pour éviter que chaque puissance vienne vendre sa propre solution de sortie de crise²².

- Option 4, hygiène informationnelle et surveillance citoyenne : Construire une veille sur les campagnes de désinformation, archiver, cartographier, relier chaque récit à l'intérêt qu'il sert. Plusieurs rapports décrivent comment la désinformation peut être industrialisée en Afrique²³.
- Option 5, réduire la vulnérabilité sociale qui attire les ingérences Un pays qui manque d'eau, d'électricité et de sécurité devient un marché du sauvetage. Quel que soit le vendeur.

Grille de lecture « quotidien vs géostratégique »

Dans la rue, la politique se mesure encore à des choses simples. Une coupure d'eau. Une coupure d'électricité. Un prix qui double au marché. Une nuit sans sécurité. Ce quotidien absorbe tout. Il noie la capacité de recul et de réflexion. Et c'est précisément là que le piège se referme : quand la survie monopolise l'attention, les décisions lourdes, celles qui engagent les ports, les minerais, les alliances, se prennent au-dessus de la ligne de flottaison, loin des regards.

Au milieu de cette tension, la Génération Z a ouvert une brèche. Son combat n'est pas une querelle de palais. Il est né d'une expérience commune, celle d'un pays qui demande à sa jeunesse de patienter alors que le compteur vital tourne déjà dans le rouge. La Gen Z ne réclame pas seulement un changement de visage. Elle réclame un changement de règles : transparence, responsabilité, fin de l'impunité, et un État capable de répondre au minimum vital. Cette exigence dérange parce qu'elle attaque le cœur du système, la zone où le pouvoir se reproduit sans rendre de comptes.

Face à elle, les oligarques n'ont pas besoin de discours. Ils ont une méthode. Maintenir leurs positions, c'est préserver la chaîne de contrôle sur l'argent, les marchés publics, les monopoles, les importations stratégiques, l'énergie, les télécoms, les flux portuaires, et parfois même les récits médiatiques. Leur intérêt n'est pas nécessairement de faire basculer Madagascar dans un camp ou dans un autre. Leur intérêt est de garder la main sur les leviers. Dans une période de bascule, ils savent transformer l'instabilité en opportunité : renégocier des contrats, verrouiller des concessions, sécuriser des rentes, ou déplacer des actifs avant que la lumière ne revienne.

Entre ces deux forces, le gouvernement avance sur une ligne étroite. Il a un dilemme que tout pays fragile connaît : être honnête coûte cher, parce que la probité oblige à publier, à justifier, à contrôler, à ralentir les arrangements. Or la machine étatique, elle, a besoin d'argent tout de suite. Le pouvoir cherche donc son chemin entre deux impératifs contradictoires. D'un côté, prouver qu'il rompt avec les pratiques d'hier. De l'autre, convaincre des bailleurs, des partenaires, des institutions régionales, qu'il est finançable, donc fréquentable. La tentation est grande de faire des gestes rapides, des accords visibles, des coopérations sécuritaires ou économiques qui ressemblent à des raccourcis. Et chaque raccourci a un prix : la dépendance, la conditionnalité, parfois l'alignement implicite.

²² <https://www.sadc.int/latest-news/communique-extraordinary-summit-southern-african-development-community-sadc-organ>

²³ <https://ecfr.eu/publication/the-bear-and-the-bot-farm-countering-russian-hybrid-warfare-in-africa/>

C'est dans cet espace que la guerre des blocs peut s'inviter. Quand un État manque de marges budgétaires, quand l'urgence sociale dicte l'agenda, les offres extérieures deviennent des bouées. Formation, équipements, financement, carburants, infrastructures, appuis diplomatiques. Le risque n'est pas qu'un camp « prenne » Madagascar par la force. Il est plus discret, plus sournois : que **Madagascar se retrouve à payer son oxygène par des concessions irréversibles, prises au nom de la stabilité immédiate, alors que la population, elle, reste enfermée dans l'urgence quotidienne.**

La question de fond devient alors un test de maturité politique. La Gen Z doit elle aussi franchir une étape : ne pas seulement dénoncer, mais apprendre à lire les mécanismes, à identifier les actifs stratégiques derrière chaque polémique, à exiger les documents, les chiffres, les appels d'offres. Sans cela, le combat pour la dignité peut être capturé par une bataille de récits qui n'améliore ni l'eau, ni l'électricité, ni la justice. Et le gouvernement, s'il veut échapper au balancier entre honnêteté proclamée et financement recherché, n'a qu'une voie stable : instituer la transparence comme une règle qui le protège, lui et ses successeurs, en rendant chaque concession traçable, chaque accord contrôlable, et chaque choix assumable devant le pays.

Dix questions simples pour lire le réel, sans se laisser capturer

1. Quel actif concret se cache derrière cette polémique ?
2. Qui gagne si Madagascar s'aligne totalement sur un camp ?
3. Quelles concessions deviennent irréversibles ?
4. Où est le document qui engage l'État ?
5. Quelle est la durée, quel est le périmètre, qui contrôle ?
6. Qui finance, qui paie, qui reçoit ?
7. Quel est le contre récit, et d'où vient-il ?
8. Quel est le coût de la polarisation pour la cohésion nationale ?
9. Quel calendrier crédible de retour à une trajectoire civile ?
10. Quel mécanisme de transparence protège le pays même quand le pouvoir change ?

Conclusion

Madagascar n'est pas l'Ukraine. Et personne n'a intérêt à jouer à ce jeu des analogies faciles. Mais Madagascar peut devenir un terrain où s'affrontent les blocs, si la crise intérieure reste ouverte, si les actifs stratégiques restent opaques, et si la sécurité devient le seul langage politique.

La vraie question n'est pas de choisir un camp. La vraie question est de reconstruire une souveraineté qui ne se négocie pas dans l'urgence, ni dans l'ombre.

Sources et traçabilité

- Communiqué attribué à la Présidence de la Refondation annonçant équipements russes et formation, 14 janvier 2026, publié sur Facebook, recoupé par reprises presse. ([Facebook](#))
- Crise politique et prise de pouvoir, dépêches Reuters octobre 2025, recoupées par sources institutionnelles. ([Reuters](#))
- Condamnation ONU du changement anticonstitutionnel, 16 octobre 2025. ([UN Press](#))



- Position AU PSC sur la situation à Madagascar, 13 octobre 2025. (peaceau.org)
- Déclarations SADC sur la crise et appel au dialogue, octobre 2025. (sadc.int)
- Position officielle de la France, 15 octobre 2025. (Diplomatie.gouv.fr)
- Stratégie européenne de sanctions contre la Russie, prolongation jusqu'au 31 juillet 2026, Consilium. ([Consilium](#))
- Aide et programmes américains de sécurité à l'Ukraine, State Department et Ukraine Oversight. ([État des États-Unis](#))
- Désinformation et influence en Afrique, ECFR et rapport technique Viginum et partenaires sur Africa Initiative, plus note State Department. ([European Council on Foreign Relations](#))
- Actifs stratégiques, port de Toamasina et rôle dans le commerce, Banque mondiale, et enjeux maritimes du canal du Mozambique, EUISS. ([World Bank](#))
- Graphite, position de Madagascar et potentiel de fournisseur clé, note du Trésor. ([Trésor Public](#))

Rédaction - Diapason

